A POINTE-A-PITRE :

LA POLICE TIRE SUR LES OUVRIERS

(voir page 5)

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 30 MAI 1967 — N° 83

0,50 F

L'INCENDIE DE L'INNOVATION : VICTIMES DU SYSTÈME

(VOIR PAGE 8)

MOURIR POUR AKABA ?

La tension qui règne actuellement au Moyen-Orient entre Israël et les Etats Arabes, fait, une fois de plus, planer sur l'humanité la menace de la guerre mondiale.

Les U.S.A., s'ils se sont finalement abstenus de forcer le blocus égyptien, ont cependant envoyé sur les lieux plusieurs unités de leur flotte de Méditerrannée.

De son côté, l'Union soviétique a annoncé son intention de défendre les Etats Arabes, ce qui ne veut pas obligatoirement dire qu'elle interviendrait militairement, mais ce qui est suffisant pour qu'on puisse penser qu'au travers du conflit israélo-arabe on risque d'assister à un nouvel affrontement entre les deux grands.

Ni les peuples arabes, ni le peuple juif, n'ont le moindre intérêt à ce conflit dont les origines remontent à la domination de l'impérialisme anglais sur cette partie du monde, et à la devise « diviser pour régner » qui fut sienne dans tout son empire colonial.

Mais ni les gouvernants arabes, ni les gouvernants israéliens, n'ont mené la politique d'union et de fraternité entre les peuples qu'il aurait été nécessaire de mener pour désamorcer la bombe à retardement qu'à laissée l'impérialisme anglais lors de son départ du Moyen-Orient.

Et ce n'est pas parce que les peuples juif et arabes n'ont aucun intérêt à une guerre éventuelle qu'elle n'aura pas lieu.

Nous-mêmes, qu'aurions-nous à gagner si demain la guerre mondiale éclatait à partir de cette crise du Moyen-Orient ? Qu'avons-nous eu à gagner en 1956 à la guerre de Suez ? Qu'avons-nous gagné à celles d'Indochine et d'Algérie ? Mais ce n'est pas parce que nous n'avions rien à y gagner, que des deuils, que nous les avons évitées. Et ce n'est pas parce que nous

(Suite en page 3.)

CRISE AU MOYEN-ORIENT

Malgré le bruit de bottes qui orchestre la crise israélo-arabe, la poudre n'a pas encore parlé au Moyen-Orient, du moins à l'heure où nous écrivons. La situation n'en demeure pas moins explosive et une tension sans précédent depuis l'intervention de Suez en 1956 se développe dans cette partie du monde.

Israël, la R.A.U., la Syrie, la Jordanie, l'Irak et le Koweit ont mis leurs forces armées en état d'alerte. Aux frontières israélo-égyptiennes, les concentrations de troupes se font de plus en plus massives.

Pour importants qu'ils soient en eux-mêmes, les préparatifs militaires sont amplifiés, multipliés par une propagande intense accompagnée d'extraordinaires déclarations. Dans les mosquées, on prêche ouvertement la Guerre Sainte. Nasser, faisant une déclaration au Caire le 27 mai n'hésitait pas à fixer comme « objectif fondamental » de la politique égyptienne la destruction de l'Etat d'Israël.

En Israël, le premier ministre Lévy Eshkol a ouvertement proposé l'entrée d'hommes politiques connus pour leurs opinions nationalistes dans le Comité ministériel de défense nationale. Il s'agit en particulier de Menahen Beguin, chef du parti d'extrême-droite, le Herout, dont l'ambition est de rendre à Israël ses frontières antiques, c'est-à-dire reconquérir la Jordanie !

L'opinion publique, installée dans le conflit vietnamien, est brusquement sortie de sa léthargie. Nombreux sont ceux qui se demandent si la guerre ne partira pas du Moyen-Orient. En fait, la situation a d'ores et déjà dépassé les velléités et les possibilités des protagonistes directs, Israéliens et Arabes pour devenir un point d'affrontement entre les U.S.A. et l'U.R.S.S.

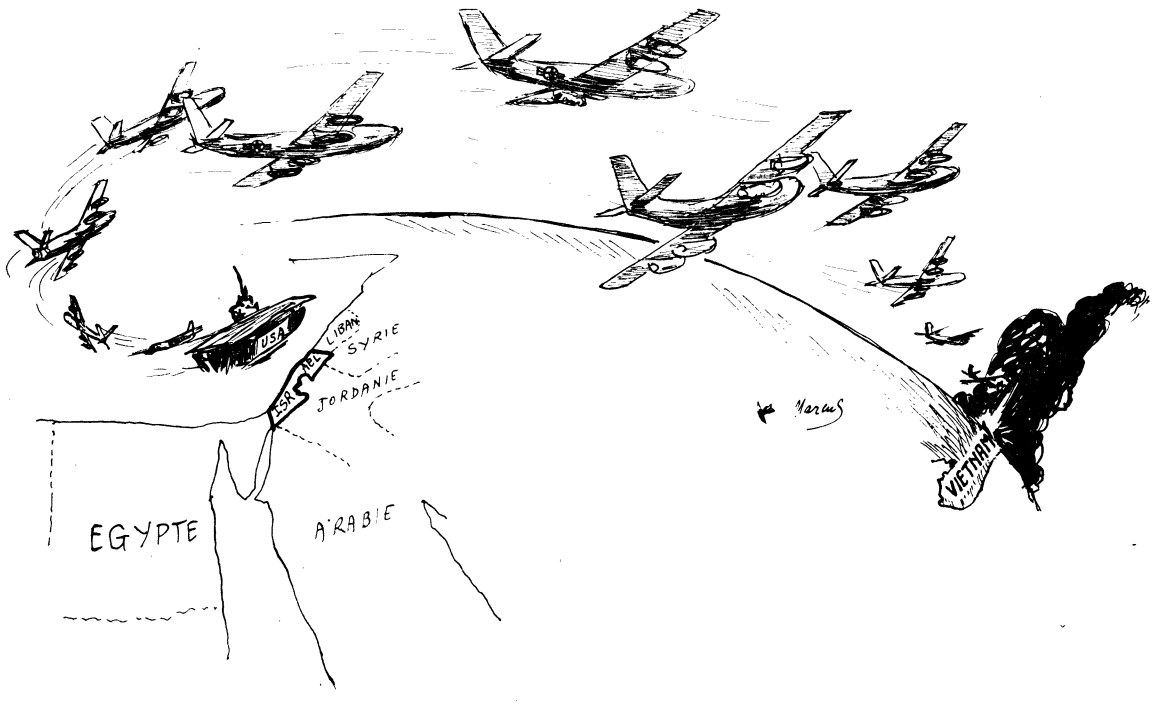
La VI[e] flotte U.S., qui croise en Méditerranée, se rapproche du théâtre des opérations, tandis que le département d'Etat déclare : « Nous résistons en ce moment même en d'autres parties du monde aux efforts faits par d'autres pays pour résoudre par l'agression leurs différends avec leurs voisins. Nous continuerons d'agir de la sorte. » Cette allusion claire à l'intervention américaine au Vietnam montre que les U.S.A., éventuellement, n'hésiteront pas à « maintenir l'ordre ».

L'U.R.S.S. ne pouvait pas ne pas réagir devant cette attitude des U.S.A. :

« Celui qui oserait déclencher une agression au Moyen-Orient se heurterait non seulement à la force unie des pays arabes mais aussi à la résistance résolue de l'Union Soviétique et de tous les Etats attachés à la paix », déclara un communiqué du gouvernement soviétique. Il est vrai que, malgré le ton ferme, il y a peu de chance que l'U.R.S.S. envisage sérieusement d'intervenir militairement.

C'est donc les U.S.A. qui, en

(Suite en page 2).



Ce Nasser ! Agresser un petit pays !...

L'appareil du PCF à l'œuvre contre l'extrême-gauche

L'emploi de la violence physique contre les groupes et les militants communistes en désaccord avec sa ligne politique, n'est pas, de la part du P.C.F., chose nouvelle. Mais depuis quelques semaines les agressions contre les organisations d'extrême-gauche, contre leurs réunions, les diffuseurs de leur presse, leurs militants, se sont multipliées.

Nous avons déjà, dans les colonnes de ce journal, fait état des attaques répétées dont nos camarades, assurant la vente de « Voix Ouvrière » devant la mairie des Lilas, avaient été victimes de la part de membres du P.C.F., conduits par le candidat de ce parti aux dernières élections législatives, Périmont.

Nos lecteurs savent également que le 18 avril, à Rouen, une cinquantaine de membres du P.C.F., également conduits par le candidat local aux élections législatives, Blot, tentèrent d'interdire une réunion publique organisée par « Voix Ouvrière », et que, bien qu'ils furent expulsés par notre service d'ordre, leur but fut finalement atteint grâce à l'intervention de la police.

Mais ces faits ne sont pas les seuls.

Le 5 mai, à Paris, des militants du P.C.F. occupèrent en nombre une salle du Palais de

(Suite en page 4.)

CRISE AU MOYEN-ORIENT

Suite de la page 1

dernière analyse, seront maîtres de l'évolution du conflit. Il est possible de remarquer qu'au travers des déclarations, souvent contradictoires d'ailleurs, des uns et des autres, une certaine volonté de modération semble se dégager. C'est dans cette optique qu'on peut interpréter la saisie, par l'Egypte, du Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

La situation n'en demeure pas moins très tendue et, dans cette poudrière qu'est le Moyen-Orient, une étincelle peut mettre le feu aux poudres.

La presse bourgeoise s'est acharnée à faire retomber toute entière la responsabilité de la situation sur les pays arabes. On s'est complu à nous présenter les réfugiés palestiniens comme des excités plus préoccupés de faire la guerre que de manier pelle et pioche. Les journaux ont versé une larme de crocodile sur le nouveau David acculé à combattre le monstrueux Goliath arabe.

Le retrait des casques bleus de la bande de Gaza, le blocus du golfe d'Akaba, seul débouché israélien sur la mer Rouge, ont contribué à présenter le monde arabe comme l'agresseur, Israël comme la victime. Comble d'hypocrisie, certains journaux, comme *France-Soir,* rappellent la situation dramatique des juifs pendant la deuxième guerre mondiale à propos du conflit actuel.

Il n'est pas question, bien sûr, de justifier inconditionnellement la politique des dirigeants du monde arabe, les appels à la Guerre Sainte, le blocus du golfe d'Akaba, les commandos terroristes de l'organisation El Fatha. On ne doit pas oublier que l'anti-sionisme virulent des dirigeants bourgeois arabes, qu'ils soient au Caire, à Damas ou à Alger leur sert d'exutoire à leurs difficultés intérieures. Aux milliers de fellahs qui crèvent de faim, Nasser ne propose pas la réforme agraire, mais la destruction d'Israël. Pour lutter contre le chômage, l'inflation, la spéculation, Boumédienne ne sait que faire intervenir les forces de répression, traquer, emprisonner et exécuter les opposants à son régime militaro-policier. Cela ne l'empêche pas de supprimer les permissions de l'A.N.P. pour se préparer à la lutte contre l'impérialisme... au Moyen-Orient.

Mais s'il est vrai que les Nasser et consorts sont loin de mener la politique qui correspond aux intérêts des masses arabes, s'ils sont aux antipodes du socialisme, il est incontestable, à la différence d'Israël, que l'Egypte et la Syrie tentent de mener une politique indépendante de l'impérialisme et entrent en conflit avec lui.

LE RESPECT DES TEXTES

Les U.S.A. ont protesté auprès du Vietnam du Nord contre le fait que le gouvernement d'Hanoï avait « violé les Conventions de Genève » en montrant dans les rues des aviateurs américains prisonniers et en leur faisant tenir une conférence de presse. (« Le Monde » du 10-5-67.)

Le général américain Westmoreland, ne risque pas lui de violer les Conventions de Genève : il tue tout ce qui bouge au Vietnam. Ce cas n'est pas traité dans les Conventions.

La saisie des biens de l'Irak Petroleum Company par le gouvernement du général Salah Jedid, la nationalisation d'un certain nombre de compagnies anglo-américaines, dont la Shell et Esso, ne peuvent qu'heurter l'impérialisme U.S. Tout comme la nationalisation du canal de Suez en 1956 fut considérée par les impérialistes anglo-français comme un *casus belli.*

Dans cette lutte qui oppose l'impérialisme U.S. et les bourgeoisies, exsangues et sous-développées d'Egypte et de la Syrie, l'Etat d'Israël joue le rôle d'un véritable cheval de Troie occidental au sein du monde arabe.

La dépendance économique de la bourgeoisie israélienne par rapport au dollar américain fait d'Israël un pion occidental.

Depuis des années, l'Etat d'Israël est le fidèle et inconditionnel allié de l'impérialisme au Moyen-Orient. Lors de la campagne de Suez, en 1956, Israël est intervenu directement aux côtés de l'Occident en écrasant les forces égyptiennes au Sinaï, ouvrant ainsi la voie à l'agression franco-britannique contre Suez.

Lors du débarquement anglo-américain au Liban et en Jordanie, en 1958, Israël a gracieusement permis aux avions militaires anglais de traverser son espace aérien pour aller décharger leurs parachutistes sur la Jordanie. Et chaque fois que les réfugiés palestiniens tentent de renverser Hussein, Israël menace d'intervenir militairement contre eux pour préserver la dynastie hachemite.

Faut-il encore rappeler le refus obstiné des représentants israéliens à l'O.N.U. de condamner, même formellement, la sale guerre d'Algérie, ainsi que leur silence complice devant l'agression américaine au Vietnam.

De même, les récentes attaques israéliennes contre la Syrie et les déclarations incendiaires faites à Tel-Aviv contre les dirigeants de Damas ne peuvent que réjouir les impérialistes, en admettant que les U.S.A. ne soient pas directement à l'origine de ces faits. Récemment encore, le chef d'état-major israélien, le général Rabin proclamait : « Tant que les ardents révolutionnaires de Damas n'auront pas été renversés, aucun gouvernement ne pourra se sentir en sécurité au Moyen-Orient. »

Le rôle réactionnaire que joue Israël au Moyen-Orient ne peut manquer d'avoir de graves conséquences dans ses rapports avec le monde arabe.

Israël qui, par son niveau social, économique et scientifique, aurait pu jouer un rôle d'avant-garde dans la lutte contre l'impérialisme s'est transformé en fidèle soutien de l'Occident.

Sa politique intérieure est obscurantiste. Les religieux ont la haute main sur l'Etat civil et toute une partie de la vie publique. La minorité arabe est scandaleusement opprimée, dépourvue des droits les plus élémentaires. Le prolétariat israélien lui-même, encadré par une centrale syndicale unique inféodée à l'Etat, la Histadrut, subit le chômage, les bas salaires quand ce n'est pas la répression policière.

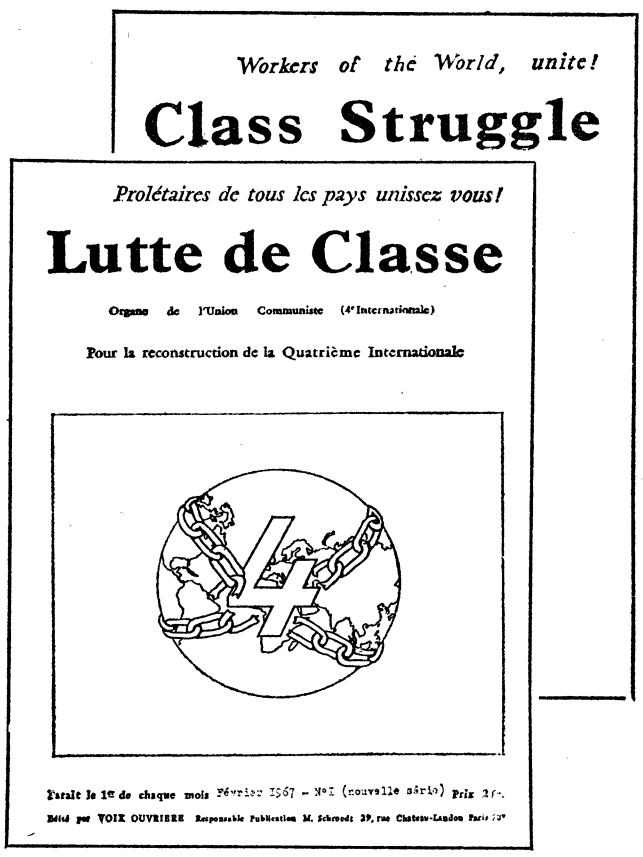
Sur le plan extérieur, Israël s'aligne purement et simplement sur les U.S.A., le premier gendarme de la planète.

Israël a le droit de vivre, certes ! Ses navires doivent pouvoir traverser le golfe d'Akaba, ses enfants doivent pouvoir être éduqués et élevés autrement que l'arme au poing, dans l'angoisse de la guerre.

Mais ceci ne sera possible que si le mouvement ouvrier israélien rompt avec sa bourgeoisie et choisit son camp. Il doit montrer qu'il est l'allié des masses arabes et non le soutien de leur plus féroce ennemi : l'impérialisme.

En faisant cette démonstration, le prolétariat israélien ouvrirait la possibilité de liquider le conflit judéo-arabe et, du même coup, ouvrirait les yeux des masses arabes sur la trahison de leurs propres dirigeants. Hors de cette voie, il n' yaura pas de paix au Moyen-Orient.

François DELAIN.



• ECHOS DES ENTREPRISES

UNE CONQUETE OUVRIERE : LES DELEGUES DU PERSONNEL

Des délégués se sont fait infliger un blâme pour :

— avoir dépassé le temps de délégation ;

— présence dans les ateliers en dehors des heures de travail ;

— action sans dépôt préalable du cahier de revendication ;

— Intervention personnelle pendant les heures de travail dans les ateliers.

En 1936, nos aînés ont obtenu par la lutte que les délégués soient reconnus par la loi ; qu'ils soient choisis et élus par nous ; leur rôle est de permettre aux ouvriers de s'organiser pour la défense de leurs intérêts. A cet usage, nos délégués ont droit à des heures de délégation, heures qui nous appartiennent, à nous travailleurs. Ces conquêtes, le patronat tente par tous les moyens de les reprendre.

On accuse nos délégués d'être venus dans les ateliers, d'être intervenus personnellement...

Et alors ?

Quand et comment la Direction voudrait-elle que nos représentants fassent leur travail de délégués ?

— Le dimanche quand personne n'est là ?

— A l'extérieur de l'usine ?

Les délégués sont NOS représentants, c'est à l'atelier que nous voulons les voir; que cela ne plaise pas à la Direction, on le sait : la lutte contre le patronat est continuelle; sans cesse le patron tente de reprendre ce qu'il a dû accorder. C'est à nous de défendre nos droits. Toucher à nos délégués parce qu'ils viennent dans l'atelier pour nous informer, c'est toucher à nous tous, ouvriers et employés de la B.E.

Peut-être que nous le comprendrions mieux si nos représentants ne dépensaient pas leur énergie à se conduire comme des sauvages et des hystériques avec les diffuseurs de la « VOIX OUVRIERE ».

(Extrait du n° 51 de la V.O. Bourgogne-Electronique.)

La classe sans frontière

La main-d'œuvre se faisant de plus en plus rare, Michelin n'hésite pas à aller prélever à l'étranger de nouveaux exploités. Ainsi nous avons pu constater récemment l'embauche d'ouvriers turcs et yougoslaves.

Dans leur contrat, on avait sûrement oublié de mentionner que le logement promis consistait en un dortoir où ils sont entassés, dont l'entretien leur incombe et où la répartition par équipes de travail n'a pas été faite, ce qui entraîne des allées et venues incessantes, interdisant tout sommeil réparateur.

Michelin espère qu'isolés par la langue et logés par lui, ils seront à sa merci. Nous devons les aider à résister aux pressions, exiger le même salaire total pour le même travail et leur permettre enfin d'éviter la politique du « chevreuil » à laquelle la direction voudrait les soumettre.

Sachons rester unis face à l'exploiteur commun.

Le numéro 4 de la « Lutte de classe » numéro de mai, est paru. Au sommaire:

- **Les militants révolutionnaires et l'activité syndicale.**
- **D'où vient et où va le P.C.F. ? (II)**
- **Yougoslavie : le sens d'une évolution.**
- **La grève de Saint-Nazaire, les bureaucraties syndicales et l'O.C.I.**

● ● ●

Au sommaire du n° 5 à paraître en juin :

- **D'où vient, où va le P.C.F. ? (III)**
- **Socialisme et autogestion.**
- **Les militants révolutionnaires et l'activité syndicale (II).**
- **La paysannerie dans les pays sous-développés : alliée du prolétariat ou force essentielle de la Révolution socialiste ?**

L'ACCORD PC-FGDS

en face de la crise au Moyen-Orient

Les accords électoraux d'« unité » ayant joué leur rôle lors des législatives, en contribuant pour une large part à faire progresser le nombre des députés de la FGDS et du PCF à l'Assemblée, l'euphorie unitaire de la « gauche » ne leur aura pas longtemps survécu,. puisque déjà des problèmes se posent.

Le conflit militaire en puissance entre Israël et les pays arabes joue le rôle d'un révélateur immédiat. Moins d'une semaine après le vote en commun d'une motion de censure qui semblait consacrer une unité constamment invoquée dans la gauche, on voit les partis de la F.G.D.S. et le PC prendre sur cette question des positions diamétralement opposées », comme dit « Le Monde ». Dans la question du Vietnam, l'unanimité qui s'est faite pour critiquer l'intervention américaine avait pu faire illusion, grâce à la coïncidence entre la politique actuelle de la France et celle de l'U.R.S.S.

Mais la crise actuelle au Moyen-Orient met en lumière le motif réel d'incompatibilité qui existe entre les groupes politiques de la gauche française traditionnelle et le P.C.F., en le situant sur son véritable terrain : celui de la politique internationale.

— En effet, le P.C.F. soutient l'Egypte, ou plus exactement attaque Israël, derrière lequel se tiennent les grandes puissances impérialistes, tandis que l'organe de la S.F.I.O., le « Populaire », prend la défense de l'Etat juif.

— Dans cette question, le P.C. fait cavalier seul parmi l'ensemble des organisations politiques françaises, ce qui met en évidence sa position de « corps étranger » dans les organismes normaux de la vie politique de la bourgeoisie.

La Fédération de la « gauche » se situe entièrement sur le terrain de la bourgeoisie française et les propositions médiatrices du gouvernement De Gaulle ne masquent évidemment pas son appartenance au même camp que l'impérialisme américain. D'ailleurs, dans sa conférence de presse du vendredi 26, F. Mitterrand s'est montré embarrassé pour critiquer l'attitude du pouvoir gaulliste et il a affirmé que la proposition de conférence à quatre était une « bonne initiative ».

Le P.C. qui, au contraire, dénonce l'arme de guerre que représente Israël entre les mains des Américains au Moyen-Orient, qui s'attache à montrer à quel point son Etat est lié aux armes et aux dollars U.S., fait publiquement acte d'allégeance aux dirigeants russes en s'intégrant dans leur jeu diplomatique international.

Dans le domaine de la politique intérieure de la France, peu de causes de divergences sont apparues entre les hommes de « la gauche » et le P.C., celui-ci se mettant toujours à leur remorque. Même la question de l'amnistie à accorder aux militaires des putschs n'est pas suffisante pour provoquer la rupture de « l'unité », car là-dessus le P.C.F. peut céder surtout s'il ne perd pas trop la face - le souci de « ne pas rompre l'unité » étant de toute façon un prétexte suffisant pour lui.

Et d'ailleurs, le Parti communiste français continue à poursuivre « ses efforts pour l'élaboration d'un programme de gouvernement commun à l'ensemble des partis de gauche ». Le jeudi 25, une déclaration ajoutait : « Le Bureau politique invite les militants et organisations du parti à continuer inlassablement leur travail pour l'union de toutes les forces de gauche et démocratiques ».

De son côté, Mitterrand, après avoir pris la défense d'Israël contre le blocus égyptien et approuvé la position de la France, assurait (« Le Monde » du 28 mai) qu' « il ne voyait pas de grandes divergences sur ce point entre les communistes et les Fédérés » et affirmait « le P.C. ne peut pas être partisan d'autre chose que la paix », tout en souhaitant que les partis de gauche c'est-à-dire le P.C., éliminent « leurs préférences sentimentales et leurs affinités électives ».

Cela revient à dire qu'on est plutôt satisfait du P.C. sur le plan de la France, mais que ses liens avec le bloc russe empêchent encore de le considérer comme un membre à part entière de la famille de la gauche. Ce problème est au centre des préoccupations de cette gauche qui voudrait constituer la relève du gaullisme, bâtir une formation rivale et équilibrée avec celle de l'U.N.R. Dans le numéro du journal « Combat » du 22 mai, Charles Hernu, vice-président de la F.G.D.S., déclarait : « Le regroupement sous une telle forme de tous les hommes de gauche est souhaitable. Mais cet objectif suppose une profonde évolution de la nature, des objectifs et des méthodes du parti communiste français ». Et Gaston Defferre, d'une manière plus précise, pose deux questions au P.C. :

« Accepte-t-il une véritable démocratie politique, c'est-à-dire la possibilité pour les partis politiques d'opposition de constituer et d'exister et à chercher à reconquérir la majorité, comme cela est le cas en Angleterre ou dans les pays scandinaves quand les socialistes sont au pouvoir... »

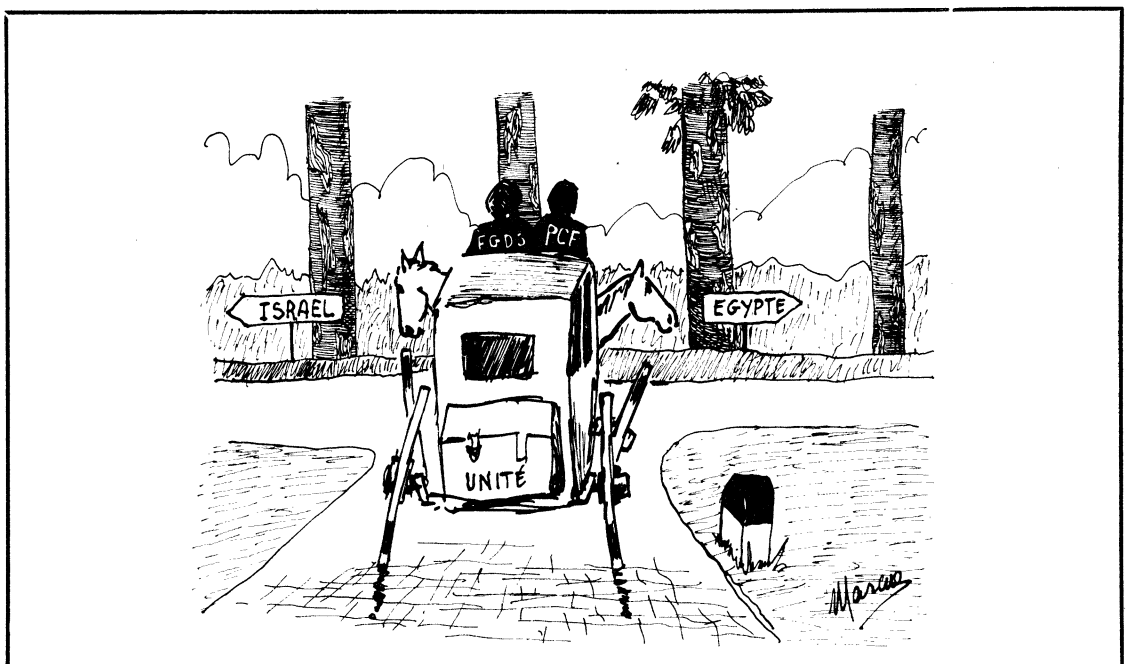
Autrement dit, Defferre demande au P.C. des garanties d'avance pour ses éventuels partenaires bourgeois dans le cadre du régime bipartiste dont rêve une bonne partie des hommes politiques de la bourgeoisie française.

La deuxième question est ainsi formulée : « Le parti communiste est-il décidé à participer à la bonne gestion de l'économie pour réaliser des progrès et les réformes profitables au monde du travail ? » Et d'insister : « il est évidemment facile de se mettre d'accord sur un programme commun à condition bien entendu de ne pas tomber dans la démagogie qui consiste à proposer à la fois plus d'investissements productifs et une diminution importante de la durée du travail, une augmentation élevée des salaires... »

Cette fois, Defferre dit au P.C. : attention, n'allez pas trop loin dans la défense des intérêts des travailleurs, acceptez de faire passer d'abord ceux du capitalisme français. Mais cette précaution n'était pas indispensable, il y a longtemps que le P.C. a montré que ces sortes de choix ne lui coûtaient guère, et que la bourgeoisie n'avait rien à craindre de sa présence au gouvernement pour ses intérêts.

Non, là où le problème du P.C. se pose, là où il n'a pas fait ses preuves, c'est dans le domaine des appartenances internationales. Et c'est pourquoi le conflit du Moyen-Orient, en l'obligeant à prendre position dans un sens ou dans l'autre — bloc russe ou impérialisme — mais aussi nettement dans l'un ou l'autre cas, est un test significatif de son évolution interne.

Anne Fouvrière.



Un exemple du programme unique de la Gauche.

MOURIR POUR AKABA ?

ÉDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISES

(Suite de la page 1)

avons, comme tous les peuples, tout à perdre dans une nouvelle guerre mondiale, que nous pourrions l'empêcher d'éclater, aujourd'hui, à propos du Moyen-Orient.

Et si la guerre mondiale menace à tel point qu'on la redoute, officiellement, à propos de tout et de n'importe quoi, ce ne sont tout de même pas les Etats arabes ou Israël qui en sont cause. Ils n'en sont ou n'en seraient que le prétexte, comme hier Dantzig ou, avant-hier, l'attentat de Sarajevo.

Si la guerre menace c'est avant tout parce que les grandes puissances impérialistes, USA en tête, la préparent ouvertement.

L'impérialisme américain, flic de l'impérialisme mondial depuis la fin de la dernière guerre, entrera inévitablement en guerre un jour ou l'autre contre l'URSS, quelle que soit la « bonne volonté » des dirigeants de cette dernière, car l'existence même de l'URSS est une menace insupportable pour l'impérialisme.

L'Union soviétique n'est plus pour le prolétariat du monde la promesse d'un monde meilleur qu'elle fut il y a cinquante ans, lorsqu'éclata la révolution russe. Ses dirigeants actuels, dans la même ligne que Staline, ne parlent pas de révolution mondiale. Mais la révolutin russe a cependant fait échapper à l'impérialisme un sixième du globe, et son dynamisme est tel que, malgré le conservatisme des dirigeants russes, sa simple existence permet à de nombreux Etats de pays sous-développés, auparavant livrés pieds et poings liés à l'impérialisme, de s'émanciper un peu de sa tutelle politique et d'échapper, pas beaucoup, mais c'est encore trop pour l'impérialisme, à son joug économique.

C'est pourquoi les grandes puissances impérialistes, et les USA en premier lieu, maintiennent le monde dans un état de tension permanente. C'est pourquoi ils entassent des quantités colossales d'armes terrifiantes aux quatre coins de la planète. C'est pourquoi ils sont là, qu'ils soient américains, anglais ou français, les armes à la main, dès que quelque part dans le monde, des hommes font mine de se dresser pour défendre leurs droits, leur liberté, leur couleur, que ce soit au Guatémala, à Suez, à Saint-Domingue, à Aden, à Djibouti ou à Pointe-à-Pitre.

C'est pourquoi ceux qui visent réellement à défendre la paix, à défendre ce que l'URSS conserve de la Révolution qui lui donna le jour, à défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce sont ceux qui veulent abattre et détruire le régime capitaliste, et non ceux qui prônent l'unité avec la bourgeoisie, l'unité des assassins et des assassinés, ceux qui détournent la classe ouvrière de sa mission : la Révolution socialiste mondiale.

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon, Paris X^e^

Abonnement 6 mois : 10 F au nom de Maurice Schrœdt.
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT

Distribué par les N.M.P.P.
Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton, PARIS-12^e^

L'appareil du P.C.F. à l'œuvre contre les militants d'extrême gauche

(Suite de la page 1.)

la Mutualité où devait avoir lieu une réunion publique organisée par des « pro-chinois », et se livrèrent à des violences sur les militants qui se trouvaient déjà là ou voulaient entrer.

C'était la troisième fois en quelques mois que ce groupe pro-chinois était victime d'une semblable agression.

●

Le 10 mai, à Toulouse, c'est à une réunion de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire que s'en prirent les staliniens.

●

A Dijon, le 10 mai devant l'usine Bourgogne Electronique, le 19 mai devant la S.F.A., des diffuseurs de la « Voix Ouvrière » furent attaqués par des nervis se réclamant toujours du P.C.F., qui tentèrent de déchirer leurs journaux et de leur interdire par la violence la libre diffusion de leurs idées.

●

Le 19 mai également, devant les usines Berliet à Vénissieux, les vendeurs de notre journal furent violemment pris à partie par une bande d'énergumènes dirigés par le secrétaire de la C.G.T. Bourdelot, et la bagarre prit même parfois un tour très violent, puisque non content de faire le coup de poing, ces champions de la « démocratie véritable » n'hésitèrent pas à tenter de lapider nos camarades, d'en écraser un sous une porte métallique, voire même à jouer du couteau.

●

Tous ces faits sont à rapprocher des incidents qui se déroulèrent le 17 mai à Paris, place de la République, lors de la manifestation contre les pouvoirs spéciaux, incidents que les organisateurs, dans leur communiqué à la presse transformèrent en « provocation pro-chinoise ». En fait de provocation, c'est le service d'ordre C.G.T. qui agressa, sans autre motif que de les reconnaître comme sympathisants avec « Voix Ouvrière », des travailleurs venus manifester avec leurs organisations syndicales respectives.

Et les nervis staliniens firent si peu de détail, que non seulement ils rouèrent de coups, entre autres, les militants de la section « Force Ouvrière » de chez Rhône-Poulenc, mais également un membre de la C.G.T. parfaitement dans la ligne, de cette entreprise.

Et si nous arrêtons là cette énumération, la liste est loin d'être complète.

●

Il ne s'agit pas d'actes isolés, non prémédités, dus à des irresponsables. A maintes reprises on a pu, en effet, reconnaître à la tête des commandos staliniens, et nous en avons nommé plusieurs au passage, des dirigeants connus, et qui ne pouvaient se trouver là qu'avec le plein accord de leur parti.

Plus même, bien souvent, comme par exemple après l'interdiction des meetings pro-chinois, « l'Humanité » reconnut les faits, s'en vanta et y incita ses lecteurs. Ce journal va même, sans doute pour entretenir ce climat, jusqu'à inventer, ou du moins enjoliver, si l'on ose dire, ce genre de faits d'armes. C'est ainsi qu'à Saint-Nazaire, après qu'à la Bourse du Travail, quelques excités aient tentés, sans succès devant la réprobation des travailleurs présents, de voler les tracts de nos diffuseurs, « l'Humanité » devait pavoiser en affirmant que « les travailleurs » en avaient fait un feu de joie.

Encore une fois, il ne s'agit pas là de pratiques nouvelles. Mais la multiplication de ces incidents, le fait que « l'Humanité » s'en vante publiquement, montre bien qu'il s'agit d'une orientation de l'appareil stalinien.

Lors de son dernier congrès le P.C.F. a, en effet, décidé de livrer une guerre ouverte à tout ce qui se trouve sur sa gauche, et qu'il désigne par le terme général de « pro-chinois » (qui remplacent aujourd'hui dans le vocabulaire stalinien les « titistes » d'il y a bientôt vingt ans).

●

Car les coups, le P.C.F. les réserve à sa gauche, aux organisations qui ont le tort d'être pour lui un reproche vivant, parce qu'elles se réclament d'une politique qui était la sienne lorsqu'il était encore un parti révolutionnaire.

Tixier-Vignancour peut tenir ses réunions sans crainte de les voir troubler, les commandos d'Occident peuvent parader au Quartier Latin, interdire dans certaines villes de province l'accès des restaurants universitaires aux étudiants de couleur, dans ces cas-là, il n'est question que « de calme et de dignité », et le principal souci des dirigeants « communistes » est de « ne pas tomber dans la provocation ».

●

Mais que des militants ouvriers décident de défendre les idées communistes que le P.C.F. prostitue sans honte depuis des dizaines d'années, qu'ils essaient de s'adresser à leurs camarades de travail, que des jeunes, lycéens ou étudiants, viennent les aider, voilà une « provocation » torp forte pour que les nervis staliniens puissent y résister.

Mais ni les menaces, ni les coups, n'empêcheront les militants révolutionnaires de défendre la démocratie ouvrière.

Et ils le feront d'une manière d'autant plus déterminée, qu'ils savent que ce n'est pas seulement de leurs propres possibilités d'expression qu'il s'agit, mais d'un problème qui concerne l'avenir et le sort du mouvement ouvrier tout entier.

●

Car c'est la classe ouvrière qui est la première victime de telles pratiques, et ce sont ces pratiques qui ouvrent la voie au gangstérisme fasciste.

C'est parce que nous sommes convaincus de cela, que malgré les menaces du P.C.F. nous continuerons à défendre nos idées, et nous nous défendrons chaque fois que le P.C.F. voudra interrompre par la force l'une de nos réunions ou agresser nos militants.

Et, bien que le P.C.F. compte encore des centaines de milliers de membres, et que les groupe d'extrême-gauche soient infiniment moins nombreux, nous avons néanmoins sur lui un énorme avantage : nous n'avons pas à avoir peur des idées.

Car nos idées sont celles qui permettront au mouvement ouvrier, au mouvement communiste de demain, débarrassé de la lèpre stalinienne, de marcher de nouveau vers le combat pour le socialisme.

A nous d'être dignes d'elles.

A TOULOUSE, LE JOURNAL « DE GAUCHE » PREND PARTI POUR LES FASCISTES

Mercredi 10 mai, des bagarres éclatèrent entre des militants d'extrême-gauche et des nervis du goupe Occident. Les faits sont simples, trop simples pour « la Dépêche », le journal « gauchisant » du Sud-Ouest qui trouve le moyen de les présenter à sa guise, en faisant passer les fascistes du groupe Occident pour de malheureuses victimes.

Le 10 mai, vers 13 heures, deux étudiants connus pour leurs opinions révolutionnaires sont suivis, en pleine rue, par 5 membres du groupe Occident. Puis ils sont brusquement assaillis, aux cris de « Occident vaincra ! ». Une courte bagarre s'ensuit où les fascistes, malgré la disproportion des forces, doivent prendre la fuite.

Vers 14 h 30, le même jour, une nouvelle bagarre éclate. Ayant reconnu des étudiants de gauche dans la rue, les cinq même membres du groupe Occident barrent la rue, toujours aux cris de « Occident vaincra », et armés de matraques, se lancent courageusement à l'assaut. Dans la bagarre, un militant de gauche fut sérieusement blessé, et les nervis d'Occident réussissaient à s'emparer d'une sacoche — et s'enfuyaient en possession du bien volé.

Ainsi, la responsabilité des fascistes est éclatante et on pouvait s'attendre à voir « la Dépêche », journal qui se veut républicain et même légèrement socialiste, profiter de l'occasion pour faire une propagande anti-fasciste auprès de ses lecteurs.

En fait, « la Dépêche » a préféré passer sous silence l'agression Occident et mettre en évidence la riposte des militants d'extrême-gauche, qui n'ont pas hésité à réagir contre les fascistes.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs, mais il nous paraît indispensable de citer certains extraits de la prose de « la Dépêche ». Sous le titre, qui n'a d'autre but que de faire passer les fascistes pour de malheureuses victimes : « Quatre membres d'un mouvement pro-chinois s'érigent en justiciers », ce journal écrit « quatre jeunes gens qui avaient décidé une action coercitive contre une poignée d'adversaires politiques ont dépassé les limites tolérées en pareille circonstance. » Continuant sur la lancée, « la Dépêche », délirante, poursuit : « Armées de matraque (sic) ils traquèrent pendant 24 heures les étudiants qui leur paraissaient appartenir au groupe « Occident » affilié à la Fédération des étudiants nationalistes. Mais avant hier soir, ils dépassèrent les bornes permises dans les affrontements idéologiques de cet ordre. »

Ainsi, il est entièrement faux de dire que les militants de gauche étaient armés de matraques pour « traquer » les malheureux fascistes.

De même, le récit de la « violation du domicile » d'un des nervis d'Occident est des plus fantaisistes. Ce n'est pas la nuit que le fasciste a reçu une « visite ». Quant à la fouille systématique, où la malheureuse victime maintenue sous les couvertures, aux 1.600 F d'objets volés, c'est du mauvais roman policier, fruit d'une imagination détraquée.

De plus, « la Dépêche » oublie le motif de la visite : récupérer la sacoche qui avait été **volée** par le groupe Occident.

Le plus marquant, c'est que toute cette mise en scène, orchestrée par un journal « libéral », tend à dédouaner les fascistes aux yeux de la population

« Ayant découvert l'adresse personnelle d'un adversaire, ils se rendirent chez lui dans la nuit et trouvèrent le malheureux (sic !) garçon au lit. Tandis que deux des agresseurs le maintenaient sous les couvertures, deux autres fouillaient l'appartement et dérobaient pour 1.600 F de livres, de documents et d'objets divers. C'en était trop. »

Nous ne savons pas où « la Dépêche » va chercher ses informations, mais il est certain que le « journaliste » a une imagination débordante et n'hésite pas, le cas échéant, à inventer les détails les plus fantastiques.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 5 JUIN

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30
sur le sujet suivant :

CINQUANTE ANS APRES LA REVOLUTION D'OCTOBRE :

L'UNION SOVIETIQUE EVOLUE-T-ELLE VERS LE CAPITALISME OU CONSTRUIT-ELLE LE SOCIALISME ?

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

A POINTE-A-PITRE :

LA POLICE TIRE SUR LES OUVRIERS

La Guadeloupe est à nouveau investie par les gendarmes et les renforts de troupes amenés en toute hâte de la Martinique et de France. Après Basse-Terre, le colonialisme français continue de s'affronter au peuple antillais.

Cette fois, c'est directement aux travailleurs en lutte pour l'amélioration de leur sort que se sont attaqués les gendarmes et C.R.S. chargés de protéger les propriétés et les biens des actionnaires français et des capitalistes locaux.

Depuis deux jours déjà, 5.000 ouvriers du bâtiment étaient en grève pour l'augmentation de leurs salaires quand, vendredi après-midi, 2.000 d'entre eux étaient venus appuyer leur délégation en discussion à la Chambre de Commerce avec les représentants patronaux du bâtiment.

Il semble que l'un des représentants entrepreneurs ait insulté les travailleurs rassemblés, les traitant de « sales nègres », cela provoqua une fois de plus la colère des manifestants. Et les forces de police intervinrent, ouvrant le feu et assassinant plusieurs travailleurs (3 à 8 selon les sources). Alors des manifestants vinrent du Moule, des Abymes et des autres communes de Grande-Terre renforcer les grévistes. Devant les gendarmes armés jusqu'aux dents, ils comprirent que les pierres n'étaient pas suffisantes et s'emparèrent des armes en vente dans les magasins.

C'est la C.G.T. qui avait appelé à la grève, c'est elle qui a appelé à la manifestation sur la place de la Victoire, mais si le mouvement a pris cette ampleur et ce caractère si décidé, c'est que d'une part les travailleurs antillais ne veulent plus subir les salaires misérables et la présence de l'administration coloniale, d'autre part que la C.G.T. n'est plus actuellement contrôlée par le Parti communiste guadeloupéen. Les dirigeants actuels de la C.G.T. sont des militants exclus du Parti auquel ils reprochaient il y a quelques mois ses compromissions avec l'administration préfectorale.

En effet, les dirigeants du Parti communiste guadeloupéen se sont toujours refusés à organiser les travailleurs pour des objectifs sérieux, que ce soit sur le plan politique contre l'administration ou sur le plan des salaires. De plus, lors des dernières élections législatives, ils n'avaient même pas inscrit à leur programme leur propre revendication d'autonomie, la trouvant sûrement encore trop « révolutionnaire ».

Lors des manifestations d'il y a deux mois à Basse-Terre, les dirigeants du P.C.G. essayèrent de « calmer » les manifestants, et c'est par deux fois que Gerty Archimède, rédactrice en chef du journal du P.C.G. *l'Etincelle,* était intervenue pour demander aux gens de rentrer chez eux.

A Pointe-à-Pitre, un journal bourgeois félicitait en ces termes le maire communiste de la ville, le Docteur Bangou, pour son désaveu d'une explosion intervenue à cette époque-là dans un magasin tenu par le raciste à l'origine des manifestations de Basse-Terre :

« Soucieux du maintien de l'ordre dans sa cité, le docteur Bangou a fait preuve d'autorité. Qu'importent les réactions de ses détracteurs, l'immense majorité de ses administrés approuvent son action et nous ne pouvons que le féliciter. »

C'est d'ailleurs ce même maire « communiste » qui n'hésita pas à aller accueillir de Gaulle lors de son escale à la Guadeloupe, de retour de son voyage marqué par les fusillades de Djibouti.

Et vendredi dernier, ce même Bangou, encore une fois tentait de faire se disperser les manifestants, et ces derniers lui lancèrent des pierres, au même titre que sur le service d'ordre.

Maintenant, la presse et la radio annoncent que « le calme a été rétabli ». Mais on peut prévoir la répression qui va suivre. On annonce déjà 24 arrestations et la liste va sûrement s'allonger.

Les forces de l'ordre impérialistes ont cette fois encore le dessus comme à Basse-Terre il y a deux mois, comme à Sainte-Thérèse à la Martinique il y a un an et demi, mais à Pointe-à-Pitre comme dans tout le pays, la situation deviendra de plus en plus difficile pour les impérialistes français et leurs représentants.

Une époque est désormais révolue, celle des « gentils et pacifiques Antillais » soumis.

Et ceux qui savent se battre comme viennent de le faire les ouvriers du bâtiment à Pointe-à-Pitre sauront sans nul doute construire un monde meilleur.

Pierre LELONG.

UN HOMME

Cassius Clay le champion du monde des poids lourds a été déchu de son titre pour avoir refusé de servir au Vietnam. Il risque en outre, conformément à la loi américaine, cinq ans de prison ferme, pour insoumission ; ce qui prouve la dépendance du sport envers la politique aux USA comme ailleurs. Cassius Clay, riche, connu, gadget utile aux USA aurait pu se trouver une « planque » à l'armée ; il a préféré proclamer hautement son refus de partir et de servir de chair à canon de l'impérialisme US. Cassius Clay a montré que sa dignité d'homme lui était plus chère que son titre et sa fortune.

VIVE LE "GHERAO"

En Inde, dans l'Etat du Bengale, les travailleurs ont trouvé une nouvelle forme de lutte, le « gherao ».

Cela consiste, pour les ouvriers ou les employés mécontents de leurs salaires à enfermer les patrons dans leurs bureaux plusieurs jours, jusqu'à ce qu'ils acceptent de satisfaire leurs revendications. Et quand les ingénieurs et les contremaîtres se mettent du côté du patron, ils se retrouvent eux aussi emprisonnés.

Voilà une mesure efficace et qui a l'air de porter ses fruits. Elle pourrait bien nous donner des idées...

Ajoutons que le Parti communiste indien au gouvernement du Bengale semble apparemment être d'une autre trempe que le Parti communiste français.

C'est ainsi qu'un dirigeant communiste indien a déclaré : « dans le passé les employeurs faisaient arrêter les dirigeants syndicaux. Maintenant que des gouvernements non-congressistes sont au pouvoir dans plusieurs Etats, nous allons avoir le plaisir d'arrêter les patrons. »

Puisse-t-il dire vrai ! Et puissions-nous, ici, nous inspirer de cet exemple.

● ECHOS DES ENTREPRISES . . .

CHEMINOTS

Ce qui nous attend à Ex et VB

Cela fait bientôt deux mois que 15 de nos camarades ont été détachés du Landy PEN.

Les syndicats sont toujours tres silencieux sur cette affaire, mais il est vrai que certains de ces camarades commençaient sans doute à les gêner... De toutes façons ni la CGT, ni la CFDT ni FO n'ont daigné nous informer des nouvelles conditions de travail de ceux qui sont détachés. Serait-ce pour ne pas faire remarquer qu'au Bourget comme à Ermont, ils ne sont pas plus efficaces qu'au Landy.

Au Bourget, c'est à l'entayage ou à l'accrochage qu'ils sont employés. En plus les méthodes sont archaïques, le travail est dangereux car il faut toujours être en mouvement sur les voies, courir, etc. Depuis toujours, les camarades de l'exploitation travaillent dans ces conditions et les syndicats, pourtant « représentatifs », sont silencieux. Les vingt minutes de coupure prévues pour le casse-croûte par le P 4 ne sont, sur ce chantier, même pas respectées, et il y a bien d'autres infractions à ce même P 4.

Les camarades d'Ermont ont eux aussi pu apprécier le même genre de conditions. C'est sur la voie comme cantonniers qu'ils sont employés (serrage des tirefons, nivellements, etc.).

Ces camarades détachés sont donc déqualifiés et perdent toute possibilité de travailler dans leur catégorie professionnelle.

Voilà donc ce qui nous attend. Et les syndicats ont prouvé qu'ils ne désiraient rien faire sur la question des mutations.

Mais s'il y a une conclusion à en tirer, c'est que notre sort est lié à ceux des camarades de E.X. et de V.B. et que nous ne pourrons le changer que par une lutte commune. Lutte qu'il nous appartient de mener... même quand certains prétendent qu'il faut patienter.

(Extrait du n° 179 de la VO Cheminots.)

SNECMA

QU'il soigne ses insomnies autrement

La semaine dernière, un chefaillon zélé qui semble avoir une confiance tout à fait limitée dans ses sous-fifres, à moins qu'il ne souffre d'insomnies, a fait une apparition inopinée à l'atelier 40 de chaudronnerie vers 6 heures du matin, et, si l'on en croit ses dires, il a surpris des travailleurs lisant le journal ou absents de leur poste.

Immédiatement pour ces camarades, les demandes d'augmentations qui étaient en cours ont été supprimées et il y a même eu un avertissement. A voir un chef de département venir au travail si tôt le matin, nous aurions pensé qu'il venait donner un coup de main aux travailleurs en difficulté, et non pour voir si tout le monde était bien à son travail.

Pour la direction, seul le rendement compte. Et non contente d'avoir instauré le boni il faut encore des super gardes chiourmes. Et pourtant, à la SNECMA tous les travailleurs en équipe savent bien que si le travail n'est pas fait, la paye se trouve amputée.

(Extrait du n° 72 de la VO SNECMA Kelleermann.)

échos des entreprises

La lutte continue à la CSF Issy

Depuis plusieurs semaines, une partie du personnel de la CSF Issy-les-Moulineaux (Guynemer) est en lutte pour ses revendications.

Parmi ces revendications, dont nous avons déjà parlé, il y a, selon les services :

— intégration de la prime de boni dans le taux de base,

— suppression des temps,

— augmentation de 0 F 50 pour tous, dans certains secteurs,

— mensualisation des P2,

— etc.

La direction, jusqu'à présent, refuse d'accorder satisfaction aux grévistes, malgré de multiples débrayages. Ou alors elle se contente de lâcher quelques miettes insignifiantes, et encore, seulement à une toute petite partie du personnel, dans l'espoir qu'il cessera la lutte.

Il faut dire que les délégués syndicaux n'aident pas beaucoup nos camarades d'Issy. Certains délégués ne participent même pas aux débrayages.

Une « trêve » ayant été conclue entre patrons et délégués (jusqu'aux prochaines discussions) lorsque des travailleurs ont voulu reprendre la lutte avant la fin du délai, certains délégués ont eu le culot de les accuser de « faire le jeu du patron ».

D'autre part, alors qu'une assemblée d'ouvriers avait voté (en signant des feuilles de revendications) pour les 0 F 50 d'augmentation pour tous, les délégués, lors d'une entrevue avec la direction, abandonnaient cette revendication pour demander des augmentations hérarchisées (que la direction n'accordait même pas).

Cette attitude honteuse a ouvert les yeux à de nombreux travailleurs d'Issy qui s'indignent de plus en plus de ces pratiques syndicales.

A Levallois également rien n'a été fait pour soutenir nos camarades : 3 lignes dans un tract, sans autre information. Et alors que des collectes de soutien étaient prévues (et promises aux grévistes d'Issy) nous n'avons toujours rien vu (à l'heure où nous écrivons) à Levallois.

(Extrait de la VO CSF d'Issy-les-Moulineaux).

ça vole bas

C'est le salon de l'aéronautique! Pour nous qui construisons, assemblons, vendons du matériel aéronautique, c'est le moment de voir ce que devient notre travail au terme de nos efforts collectifs.

Hispano Suiza nous y convie en nous offrant des billets à prix réduits pour les samedi et dimanche 27 et 28 mai (3 F) et dimanche 4 juin (4 F).

Drôle de société, tout de même où ceux qui travaillent ne peuvent contempler gratuitement des richesses créées par eux, où la direction qui les exploite croit leur faire un cadeau en leur offrant à cet effet un « ticket modérateur ».

C'est le monde à l'envers, vous ne trouvez pas ?

C.E. : SUJET DE DIVISION

Il y a 15 jours, un ouvrier de carrosserie a diffusé une lettre ouverte au C.E. à propos des bourses d'études. Sur ce sujet particulier ce camarade faisait ressortir que le barême du C.E. favorise les hauts salaires au dépens des petits. Il faut dire aussi que le plus bas quotient familial fixé à 350 amène le C.E. à donner autant pour des salaires allant du simple au double.

Il n'est donc pas étonnant qu'en essayant d'établir la gratuité des études avec un budget ridiculement faible pour une telle tâche, le C.E. s'attire de vifs reproches. La plupart du temps ceux-ci restent inconnus parce qu'un simple ouvrier a difficilement la possibilité de s'exprimer.

Que ce soient les jouets de Noël, que le C.E. veut d'ailleurs supprimer, l'aide scolaire, les colonies de vacances ou les maisons de « repos » (Clermoulin), avec les œuvres dites sociales, le C.E. verse indirectement un complément de salaire. Comme il est forcément insuffisant, les militants syndicaux sont amenés à faire un choix. Celui-ci mécontente obligatoirement certains ouvriers et crée des divergences entre les centrales syndicales qui ne sont pas d'accord sur les priorités retenues.

Gérer de telles œuvres divise les militants et les ouvriers. Organiser et lutter pour obtenir du patron un « complément de salaire » suffisant, c'est la vraie solution qui nous unirait tous.

(Extrait du n° 110 de la VO Peugeot.)

A bas les contrats provisoires !

Avec le mois de juin, un bon nombre de contrats provisoires viendront à expiration. Et la maîtrise ne se fait pas faute de laisser entendre qu'un certain nombre ne seraient pas reconduits. Elle saisit d'ailleurs l'occasion pour faire sentir à nos camarades sous contrat provisoire, que leur place ne tient qu'à un fil, et se croit souvent permis de leur parler comme à des chiens ; sans doute pour les rompre à la « discipline du travail ».

C'est bien d'ailleurs le but que poursuit la Direction en instaurant ce système de contrat provisoire. Ceux-ci lui fournissent une masse d'ouvriers qu'elle peut embaucher et licencier à son bon plaisir, sans préavis ni indemnités. Ajoutons que souvent, un contrat provisoire permet de faire sauter une prime trimestrielle sur deux : il n'y a pas de petits bénéfices.

Mais par cette politique, le patronat tourne délibérément la loi sur l'embauche. Il foule aux pieds les garanties que la législation sociale attribue aux ouvriers, et que ceux-ci ont conquis de haute lutte.

Nous devrons lui apprendre de gré ou de force à respecter les droits acquis de la classe ouvrière : alors, **à bas les contrats provisoires — Respect des Conventions collectives.**

(Extrait du n° 27 de la V.O. RNUR Flins)

SAVOIR JONGLER AVEC LES CHIFFRES ! !

Dans le guide du militant CGT de la métallurgie n° 15 d'avril, nous pouvons lire que : « Des résultats non négligeables ont été obtenus en 1966, dans les entreprises de constructions automobiles.

L'augmentation des salaires et appointements par rapport à 1965 a été en moyenne de :

— 9 % à la RNUR (dont 4 % sur les salaires proprement dits, plus une augmentation du volume des primes de l'ordre de 5 %).

— 9 % chez Citroën.

— 6,75 % pour les ouvriers de chez Peugeot, 5 % pour les E.T.D.A. (Employés, Techniciens, Dessinateurs et Agents de maîtrise) ».

Mais là où la CGT fait un tour de passe-passe, c'est quand elle additionne pour la R.N.U.R., 4% sur les salaires et 5 % sur les primes, ce qui nous donne sur le papier 4 + 5 = 9 % ! !

Heureusement pour les ouvriers de chez Renault qu'une prime d'assiduité de 10 F par exemple, ne soit pas augmentée de 10 autres francs, car les bonzes syndicaux auraient annoncé « 104 % d'augmentation, 100 % sur les primes et 4 % sur les salaires ».

Quant à Peugeot, nous ne savons pas comment la C.G.T. obtient son chiffre de 6,75 après avoir publié celui de 5,25 % en septembre 1966. Rappelons qu'en calculant sur nos feuilles de paye nous trouvons qu'un OS 2 a touché, en 66, une somme totale supérieure d'environ 2,5 % à celle touchée en 65.

De plus, pour le P.C.F., dans un tract jaune distribué avant le 17 mai 1967, nous pouvons lire : « Rappelons qu'en 1966, Peugeot, encore dans la crainte de revoir les mouvements de 65 (?), a lâché 7 % dans l'année. » ! ! ! C'est leur façon à eux d'informer la classe ouvrière !

Dire que chez Renault il y a eu 9 % d'augmentation, plus qu'à Saint-Nazaire et à la Rhodiaceta laisse entendre qu'en restant les bras croisés on obtient largement satisfaction. Utiliser le mensonge, ça risque de démobiliser les travailleurs.

Mais si nous regardons les choses en face et si nous voulons avoir une « réelle » augmentation, c'est par la lutte que nous l'obtiendrons. Et l'augmentation réelle de notre salaire sera celle qui existera sur nos payes.

(Extrait du n° 110 de V.O. Peugeot)

A l'image du système

Pour faire venir du personnel de Paris à Flins, la Régie a besoin de logements. Aussi a-t-elle envoyé l'huissier à une cinquantaine de locataires de la Cité des Mureaux qui ne travaillent plus à la Régie. Sur papier timbré et dans le style emberlificoté propre aux huissiers, nos camarades sont avertis qu'ils doivent quitter les lieux pour le mois d'octobre. Bien entendu la Régie ne peut pas plus que leur envoyer l'huissier et autant de lettres recommandées qu'elle voudra, car elle ne peut en aucun cas les expulser s'ils ne veulent pas partir sans être relogés. Mais elle a tenté de les impressionner, se disant après tout qu'ils pourraient prendre peur et partir.

Voilà qui est bien à l'image du système pourri dans lequel nous vivons. Quand la Régie loge des ouvriers c'est tout simplement pour qu'ils soient plus près de leur lieu d'exploitation. S'ils quittent la Régie, on leur envoie l'huissier : c'est moins cher que de trouver ou de construire d'autres logements pour ceux qui vont les remplacer à l'usine.

(Extrait du n° 27 de la VO RNUR Flins.)

UN NOUVEAU GADGET SYNDICAL : LE BADGE

On connaissait déjà les campagnes de recrutement organisées par la CGT à l'aide de « récompense » sous forme de disques ou de livres de poche au meilleur recruteur, on connaissait aussi « Syndicalix », frère d'Astérix, mais voilà qu'un nouveau gadget syndical apparaît : « le badge ».

Bien sûr, lorsqu'une fille porte son badge affichant « j'aime Jonny », c'est sa façon à elle de braver le monde des adultes ou tout au moins de le croire. Au même titre que les cheveux longs ou la minijupe ,le badge représente pour les jeunes qui l'adoptent un moyen de braver les parents, le chef de service, la concierge de son immeuble, la société quoi.

Mais pour les capitalistes tous ces « trucs » sont des moyens justement de détourner la jeunesse des vrais problèmes.

Alors c'est tout de même démoralisant de voir les organisations syndicales donner leur participation à cette grande entreprise « d'encadrement » de la jeunesse, qui sous prétexte d'anti-conformisme suit « conformément » le dernier gadget lancé sur le marché.

Certains diront sans doute que nous sommes des puristes et qu'il faut vivre avec son époque.

Mais notre époque, c'est celle de la guerre du Vietnam, de la lutte des Noirs aux USA, des commissions ouvrières et de leur répression en Espagne, des jeunes chômeurs dans toute la France, des salaires ridiculement bas, et tout ce que nous proposent les syndicats pour lutter contre cela ce sont de jolis badges aux couleurs pastels... que l'on nous fait arborer à l'occasion d'une manifestation.

On se demande quelle serait la réaction d'un combattant vietcong, si on lui demandait de porter un badge portant l'inscription : « Ne nous jetez plus de bombes et de napalm sur la g... »

Il y a tout de même de quoi rager, pardon... badger !

(Extrait du n° 38 de la V.O. du Crédit Lyonnais Levallois).

C'EST CHER PAYÉ POUR FAIRE VALOIR SES DROITS

Un camarade marocain ayant subi une grave opération s'est vu proposé à son retour un travail incompatible avec son état de santé. Comme le premier jour il l'a refusé, le porion l'a renvoyé avec un billet de remonte sur lequel il était inscrit qu'il refusait de travailler. Le lendemain, devant le refus du camarade de reprendre le même travail, c'est le sous-chef qui l'a renvoyé. A la fin du troisième jour, après l'intervention du délégué et devant l'exactitude de sa fiche d'aptitude, on lui a enfin trouvé un travail compatible avec ses aptitudes.

Dans « Liberté » du dimanche, le camarade Lamour se vante d'avoir obtenu satisfaction pour notre camarade marocain. Mais en fait de satisfaction, cela fait trois jours de rognés sur ses congés payés. Qui va donc payer à notre camarade les heures perdues à naviguer entre le porion, le chef porion, l'ingénieur, etc. ? Ce n'est pas lui le responsable car nous savons que du chef porion jusqu'à l'ingénieur, tous ces messieurs connaissent par cœur nos fiches d'aptitude, à se demander s'ils ne dorment pas avec.

(Extrait du n° 25 de la V.O. Mines Fosse Dechy.)

Liste des entreprises où parait une "Voix Ouvrière"

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann — Paris XIII[e]
SNECMA — Gennevilliers
HISPANO-SUIZA — Bois-colombes (Seine)
SUD-AVIATION — Courbevoie

AUTOMOBILES :
BERLIET — Lyon-Vénisieux
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)
CHAUSSON — Asnières (Seine)
CITROEN — Usines Levallois et quai de Javel
PANHARD — Paris
GENEVE — Ivry (Seine)
PEUGEOT — Sochaux
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37
SFA (Indenor) — Dijon
RENAULT — Flins
S.K.F. — Vitry.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — Saint-Nazaire
OLIER — Clermont-Ferrand
NEYRPIC — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE — Dijon
BRONZAVIA — Courbevoie
CABLES DE LYON — Lyon
C.I.T. — Paris-15[e]
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
LA POLYMECANIQUE — Pantin
C.S.F. — Levallois (Seine)
CSF — Issy-les-Moulineaux
THOMSON — Gennevilliers (Seine)

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vincennes
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF — Romainville (Seine)
Raffinerie ANTAR — Donges (Loire-Atlantique)
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois
MICHELIN — Clermont-Ferrand
MICHELIN — Bourges
RHODIACETA — Lyon-Valse

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13[e]
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants - Malades
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris
ASSURANCES GENERALES — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — rue Viala, Paris-15[e]
CHEMINOTS — Gare de Lyon
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris
CREDIT LYONNAIS — Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris.
B.N.P. — Paris.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS ET DOCKS — Marseille
CHEMINOTS — Gare du Nord — La Plaine-Landy
URBAINE ET LA SEINE — Paris
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche

LE 17 MAI...

Une des banderoles qui ne termina pas la manifestation emportée dans la foulée par le service d'ordre intervenant contre les « pro-chinois ».

AU CREDIT LYONNAIS

QUAND LA DIRECTION CRAINT LES JEUNES

La grève du 17 mai 1967 a rallié beaucoup de jeunes ; d'ailleurs cela ressortait de la physionomie de la manifestation de la Bastille à la République.

Les jeunes sont sensibilisés par les problèmes actuels et si parfois ils ne le manifestent pas plus, c'est qu'ils sont l'objet de pressions particulières de la part de la direction.

Il est coutumier dans la maison d'avertir par lettre les parents de l'«absence» de leur enfant, mais il faut croire que cela ne suffit pas, car, dans certains services, les jeunes doivent apporter un mot d'excuse de leurs parents. C'est vraiment les considérer comme des moins que rien et ne leur laisser le choix qu'entre la chiourme du C.L. et la poigne des parents.

Mais cette même direction ne demande l'autorisation de personne pour exploiter et brimer les jeunes. Et dans la mesure où une personne est employée, en tant que telle elle a le droit d'utiliser toutes les armes dont elle dispose contre la direction et les parents n'ont pas à dire leur mot.

(Extrait du n° 38 de la V.O. Crédit Lyonnais Levallois)

Le groupe très remarqué des étudiants.

MICHELIN

17 mai à Clermont : Une occasion perdue

Si les quelques cinq mille personnes qui défilaient dans les rues de Clermont rappelaient par leur nombre les premières journées de mars 66, les ouvriers Michelin y assistaient peu représentés dans l'ensemble ; seuls quelques centaines d'entre nous, parmi des milliers de grévistes, s'étaient rassemblés place des Carmes derrière les banderoles syndicales.

Le fait semble général. Si dans toute l'agglomération la grève a été relativement bien suivie, quoique moins chez Michelin que parmi les fonctionnaires, partout le nombre de manifestants a été faible, ce qui a entraîné la médiocre ampleur du défilé pour une grève nationale interprofessionnelle de cette importance. L'absence de transports d'une part et la présence d'assez nombreux ouvriers tout autour qui n'éprouvaient guère l'envie d'écouter de trop longs discours et de s'y joindre l'expliquent pour une large part.

On les comprend et c'est là le plus grave. Ce mouvement devait être un avertissement solennel au gouvernement qui menace, car c'est là l'objet des pouvoirs spéciaux, notre niveau de vie et une des conquêtes ouvrières les plus importantes, la Sécurité Sociale. Il devait montrer la force ouvrière prête à agir. C'est exactement le contraire que révélait le cortège: les chapeaux « vie ouvrière » sur la tête, les chants sur l'air du « petit navire », la nonchalance générale, rien n'évoquait une force. Une promenade folklorique, rien de plus. Et ce n'est pas la tentative de quelques étudiants qui, après avoir essayé en vain d'entraîner le cortège, revinrent s'asseoir quelques minutes devant la Préfecture, qui fera revenir sur cette appréciation, bien au contraire.

Il n'empêche que l'abstention ne résout rien. De graves problèmes ne vont pas manquer de se poser pour nous et d'une façon ou d'une autre, nous serons amenés à réagir. Sur ce plan, nous sommes très loin d'avoir profité au maximum de l'occasion qui nous était offerte.

(Extrait de la VO Michelin.)

FLINS

Que penser des chiffres ?

En additionnant les grévistes du 17 et ceux du 20 mai, on peut considérer que c'est entre 1200 et 1500 personnes qui ont affirmé ouvertement leur opposition aux pleins pouvoirs réclamés par le gouvernement.

Par rapport aux succès obtenus par les débrayages dans l'usine, c'est beaucoup, mais si on fait le compte, c'est peu par rapport aux 10.000 personnes que compte l'UPL.

Cela doit-il décourager ceux qui ont débrayé ? Sûrement pas. Car si l'action doit continuer, et nous pensons qu'il faudra aller plus loin contre le gouvernement, c'est parce que eux sont déjà sortis que les autres suivront l'exemple.

(Extrait du n° 27 de la VO RNUR à Flins.)

La banderole que la « l'Humanité » et « l'Humanité-Dimanche » ont citée en conclusion de leurs éditoriaux.

HISPANO

Après le 17 mai

Le 17 mai s'est passé à Hispano de façon fort curieuse. Nous pensions que comme à l'habitude, la grève aurait lieu le samedi, la direction fermant l'usine le mercredi. Mais à la surprise générale c'est un nouveau mode de récupération qui nous a été proposé, nous laissant encore un peu plus désarmés.

La direction annonçait sans vergogne qu'elle avait décidé de faire récupérer 2 heures, avant et après la grève, à raison d'une demie heure par jour, mais certains d'entre nous ont accepté de faire la demie heure en grinçant des dents mais en ne protestant pas trop tout de même, devant la situation actuelle de l'entreprise.

Les patrons H.S. en prennent à leur aise avec nous depuis quelque temps et montrent qu'ils ne nous craignent pas ! Ils nous accordent les 40 heures, pour une semaine mais... avec diminution de salaire ; à part quelques élus qui sont venus travailler le samedi et auront fait leur 47 h. 30.

Il s'agit bien sûr pour la direction de sortir sa production mais il s'agit surtout d'une manœuvre psychologique. Elle entend montrer qu'elle est le maître et que quelles que soient les réactions syndicales et ouvrières, les travailleurs de chez Hispano lui seront reconnaissants de venir 40 heures.

Mais ce qui gronde dans le cœur des travailleurs, ce n'est pas la reconnaissance, c'est la colère !

Contre cette colère il n'y a pas de psychologie qui tienne car les travailleurs répondront au mépris par le mépris et les « relations sociales » ne tiennent pas devant la lutte de classe.

(Extrait du n° 70 de la VO Hispano Suiza.)

COUDE A COUDE

Au FEL à Montrouge lors de la grève du 17 mai une seule camarade de la chaîne des Soudes n'est pas venue. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que Monsieur Montenois montre ses talents de chef en lui faisant remarquer sa « faute ». A Montrouge et à Massy le département est sous la coupe d'un ancien « adjudant » qui semble aussi bête que méprisant, et qui a la réputation de ne pas badiner avec tout ce qui touche le règlement. Cela nous le savons tous et lorsqu'il y a une grève, les câbleurs et les câbleuses de ce service subissent la pression des chefs.

Nous ne devons pas nous laisser intimider par ces «valets des sacrosaints profits » de la CDC. Le droit de grève a été acquis par la lutte de la classe ouvrière et nous ne devons pas laisser la maîtrise faire sa sale besogne d'intimidation.

Cependant une chose est certaine : si nous avions tous débrayé au FEL mercredi, aucun Montenois n'aurait osé faire pression sur qui que ce soit.

A chaque fois que nous laissons un de nos camarades isolé dans la lutte nous l'exposons aux coups de la direction. Face aux brimades et aux pressions nous tirerons notre force de notre unité.

(Extrait du n° 67 de la V.O. Compteurs de Montrouge.)

L'incendie de l'Innovation à Bruxelles

VICTIMES DU SYSTEME

Plus de 350 brûlés-vifs dans l'incendie de l'Innovation à Bruxelles, des centaines de blessés !

Les flammes et la panique ont transformé le grand magasin bruxellois en un immense charnier fumant sous les décombres.

Et tandis qu'on essaie vainement de dénombrer les victimes et d'identifier les cadavres, toute la presse s'interroge sur les responsabilités.

Il est trop facile d'attribuer la cause à la malveillance. Une véritable « psychose à l'attentat » s'est abattue sur la Belgique. Tout ce que le pays compte de détraqués, de corbeaux, de maniaques, de pyromanes est remonté à la surface. Et des appels téléphoniques signalent des bombes un peu partout. Les fouilles se multiplient, les services de police et de pompiers sont sans cesse alertés. Et par mesure de prudence, les drapeaux américains ont été retirés de toutes les succursales de l'Innovation en Belgique.

En effet, peu de temps avant l'incendie, une organisation à laquelle participe le mouvement communiste pro-chinois belge avait violemment attaqué la direction de l'Innovation, verbalement, qui présentait dans tous ses magasins une « U.S. parade » exposition de produits américains avec campagne publicitaire, drapeaux, etc.

Certains ont voulu voir entre ces deux faits une relation de cause à effet et l'imbécile propagande bourgeoise a rapidement fait endosser aux pro-chinois belges la responsabilité de l'acte criminel supposé ! Le mouvement pro-chinois a vivement démenti et aux dernières nouvelles, tous les services intéressés, police, pompiers, la direction elle-même, affirmaient que rien ne permettait de dire qu'il s'agissait d'un acte criminel. D'autant que toute la tradition communiste va à l'encontre de l'emploi du terrorisme.

Mais il est plus facile d'expliquer la catastrophe par des actes terroristes, surtout quand on les dit communistes, que de dégager les véritables responsabilités. Car, ces responsabilités remettent en cause toute l'organisation même de la vente dans un grand magasin.

Car des questions se posent: Comment pareille catastrophe est-elle possible en 1967 au sein d'une capitale européenne ? Semblable accident pourrait-il se produire en France ?

La grande presse a essayé de nous rassurer. L'Innovation de Bruxelles ne présentait pas les services automatiques perfectionnés qu'offrent « nos » grands magasins. Pour des raisons de place, d'esthétique, d'économie, de négligence, les précautions élémentaires n'avaient pas été prises ou encore les « signaux d'alarme » (sonnerie, indicateurs de fumée, etc.) mal placés et partant rendus nuls et inefficaces. Tout ceci est peut-être vrai, mais cependant, rien, absolument rien, ne permet d'affirmer que nous sommes à l'abri d'une telle catastrophe. Car, si pour une raison ou pour une autre, l'incendie ne peut être circonscrit et éteint localement, la **panique** précipitera dans l'horreur les milliers de clients qui fréquentent les grands magasins. Car le grand magasin est conçu comme un vaste piège, comme un labyrinthe « merveilleux » où l'on doit s'égarer.

Il n'est pas besoin d'être détective pour savoir qu'il est extrêmement difficile de regagner les sorties d'un grand magasin, même aux heures creuses. Dans les heures et les saisons des pointes. cela demande autant d'acharnement que de perspicacité, car la foule multiplie les obstacles et gêne la visibilité.

Mais, même en temps normal, le savant désordre qui règne dans l'exposition des comptoirs n'est pas le fruit du hasard ou de la pagaille. C'est une des règles d'or du système de vente d'un grand magasin ; une des premières choses que l'on enseigne dans les écoles de vente. Il faut que pour se rendre d'un point du magasin à un autre, l'éventuel client ne puisse utiliser la ligne droite. Il doit obligatoirement contourner les comptoirs, traîner devant les étalages. Il faut qu'entre lui et le point qu'il souhaite atteindre s'interposent mille tentations nouvelles. Tout l'art est de savoir les ménager, les varier à l'infini dans un espace restreint. La conception générale du système de vente transforme ainsi le grand magasin en un véritable piège-à-acheteur.

Mardi 23, à Bruxelles, le piège s'est refermé tragiquement sur les clients et le personnel de l'Innovation. Et l'horreur a pris la place de « l'enchantement » savamment recherché par les décorateurs mondains.

Et la vaste organisation qui semblait si logique, si rationnelle, si voulue par les maîtres de la vente, s'est révélée être tout-à-coup une vaste conception criminelle, illogique, ignorante.

Car elle n'est rationnelle que dans le cadre d'une société où l'argent à gagner compte plus que les vies humaines. Une société où la mort de 357 personnes ou peut-être plus passe pour un accident. Tenter le client, lui prendre son argent, et pourquoi pas sa vie, cela n'est pas antagonique, c'est, au fond, la logique de ce système décadent sur lequel reposent encore toute la société, la production comme la vente des marchandises.

A tel point que d'ailleurs il n'est pas question d'y changer quoi que ce soit ou d'imposer par exemple des allées dégagées, en ligne droite, suffisamment larges pour permettre une circulation facile. Cela ce serait contraire à la vente. On préfère faire risquer leur vie aux acheteurs et aux employés. On raisonne, on parle des systèmes techniques soit-disant miracles. Et si pareille catastrophe arrivait à Paris, il serait temps de parler d'attentat.

Et bien oui, il y a attentat. Mais de la part de la direction d'Innovation, de la part des dirigeants des grands magasins et des Pouvoirs publics, qui font passer la piece de cent sous avant les vies humaines.

LA SÉCURITÉ DANS LES ENTREPRISES

PROPRETE ? A LA S.F.A., ON CONNAIT PAS

A la fin de chaque poste, il faut nettoyer ses machines. Cela, on n'est pas contre.

En fin de journée, les machines sont encrassées par l'huile, les copeaux, l'eau huilée. Il ne serait pas normal que les copains qui prennent la relève soient obligés de nettoyer. Mais rien n'est prévu à cet usage, sinon des jets d'eau et des jets d'air comprimé qui ne font que déplacer la saleté. En définitive, celle-ci atterrit le plus souvent sur les bleus de travail qu'elle traverse, sur nos chaussettes, dans nos chaussures.

Nettoyer les machines ? d'accord. Mais que la Direction nous fournisse au moins des bleus et des tabliers imperméables, et qu'ensuite on puisse prendre des douches **sur notre temps de travail.**

Nous n'avons même pas, la plupart du temps, la quantité de savon nécessaire pour nous laver les mains : les boites de pâte de savon sont soigneusement planquées, et le peu dont nous disposons dans le porte-savon au-dessus du lavabo, est épuisé bien avant la fin du poste.

Pour le patron ,la propreté, ça ne rapporte pas, alors il ne connait pas.

(Extrait du ° 23 de la V.O. S.F.A.)

Priorité à notre sécurité

Au fraisage des aubes de compresseurs, un camarade a eu la main abîmée par une machine. Il sciait les bouts de pales et la meule lui a arraché le dessus de la main. Il a fallu cet accident pour que l'on s'aperçoive que la protection de la meule était insuffisante, et si le nécessaire avait été fait avant, notre camarade ne se serait pas blessé.

Nous venons à l'usine pour gagner notre vie, et non pour nous estropier ou y laisser notre santé, et quelquefois notre vie. Nous sommes en droit d'exiger de travailler dans des conditions de sécurité maximum.

La direction feint de se préoccuper de la sécurité en publiant chaque mois le bilan des accidents dans l'usine (dans lequel elle s'arrange le plus souvent pour expliquer l'accident par la maladresse ou l'imprudence des ouvriers) ; mais le panneau des accidents dans la cour nous montre bien la seule chose qui la chagrine en ce domaine : le nombre de journées de travail perdues.

Si elle veut nous prouver sa volonté d'éviter les accidents, qu'elle installe donc des dispositifs de sécurité partout où cela est nécessaire, et... **avant les accidents.**

(Extrait du n° 8 de la VO SNECMA Gennevilliers.)

ENCORE UN ACCIDENT

Le 11 mai aux antihistaminiques, un ouvrier a été intoxiqué par un solvant au moment où il ouvrait le tampon de son appareil pour prendre un échantillon. Le liquide que contenait l'appareil s'est mis à dégueuler de toute part, et l'ouvrier a été aspergé et s'est évanoui.

Aussitôt, le contremaître est intervenu, a dégagé le blessé, mais pour le descendre de la passerelle il fallut le prendre à dos d'homme. Ce travailleur fut transporté immédiatement à l'hôpital après avoir été amené à l'infirmerie.

Quelles que soient les raisons de cet accident ce qu'il faut remarquer c'est que ceux qui sont à la production sont toujours les premières victimes.

(Extrait de la V.O. Rhône-Poulenc)

PERMANENCES

● PARIS :

V^e^ arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

X^e^ arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 h à 20 h, 29,** rue Château-Landon, Paris-10^e^.

XI^e^ arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le **mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIII^e^ arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi, de 17 h 30 à 19 heures.**

XIV^e^ arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 30 à 19 h 30.**

XV^e^ arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

XVIII^e^ arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 heures.**

● BANLIEUF :

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 115, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis, de 18 h à 19 h,** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le **vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

● PROVINCE :

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les jeudis de 17 h à 19 h.**

BORDEAUX. — Café « le Régent », cours Victor-Hugo, **tous** les **jeudis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi, de 17 h à 20 h.**

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8^e^, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BOURGES. — Café-Tabac-Bar, 22, rue Henri-Laudier (près gare), **les jeudis 1^er^ juin et 15 juin, de 19 h à 20 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **les jeudis, de 17 h à 19 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charnoy, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 heures.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.**

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **les jeudis 1^er^ juin et 15 juin, de 8 h à 20 h.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, **les jeudis 1^er^ juin et 15 juin, de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, **les jeudis 1^er^ juin et 15 juin, de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café de la Gare, **vendredi 9 juin 1967, de 13 h à 14 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**